

ArcelorMittal Florange : une mobilisation à renforcer

dimanche 15 avril 2012, par [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2012).

Jeudi 4 avril, 8 heures du matin, une vingtaine de marcheurs prennent leur petit déjeuner en compagnie d'une dizaine de postierEs venuEs de la poste voisine. Une heure plus tard, nous sommes devant la mairie de Meaux dans l'attente, déçue, d'un café offert par Jean-François Copé. Seule une délégation de syndicalistes de la pénitencière posent pour la photo souvenir.

Dans la foulée le cortège traverse une partie du 93, de Villeparisis à Bobigny. Au pont de la Folie, une cinquantaine de salariés de PSA Aulnay attendent les sidérurgistes : « PSA-Florange même combat », « interdiction des licenciements » ces slogans sont repris de concert jusqu'à la Bourse du travail de Bobigny. Après dix jours de marche depuis Florange, les pieds et les mollets sont mal en point, mais tout est effacé par l'ambiance festive qui règne dans la Bourse.

Vendredi, les marcheurs accompagnés par quelques militants syndicaux traverse Paris pour rejoindre le parvis de la tour Eiffel symbole de l'acier lorrain. Escortés par une nuée de journalistes, les sidérurgistes répondent aux accusations et critiques de Sarkozy. C'est sans réserves qu'ils réaffirment que défendre l'emploi, défendre l'activité industrielle c'est de la politique, c'est l'urgence sociale. Et qu'ils sont fiers de faire de la politique.

Mais reconnaissons que la mobilisation tout au long de la marche n'a pas été à la hauteur des possibilités syndicales et politiques et surtout pas à la hauteur de la nécessaire élévation du rapport de forces pouvant faire reculer ArcelorMittal et s'engager les pouvoirs publics. Les dissensions entre organisations syndicales, la discrétion des candidats les plus en vue de l'élection présidentielle sont des obstacles au développement de la mobilisation. Plus que jamais la coordination des luttes sur l'emploi, contre les fermetures d'usine est nécessaire.

PSA Aulnay, Fralib, Adecco, Technicolor, ECS-Schindler, Tres Illzach, Fonderie du Poitou, SevelNord, Seafrance, sont quelques-unes des entreprises ou sites dont les salariéEs doivent imposer une initiative commune pour l'interdiction des licenciements. La campagne présidentielle ne doit pas signifier une mise entre parenthèse de combats sociaux qui réclament non seulement des réponses urgentes mais aussi des engagements politiques qu'il ne suffira pas de promettre mais qu'il faudra mettre en œuvre.

La soirée festive devant le Trocadéro ne saurait combler la faiblesse d'une mobilisation dont la construction est indispensable.

Dès mercredi prochain, l'intersyndicale organise un nouveau rassemblement sur le site de l'aciérie. Puis, des débats, des initiatives pour relancer la mobilisation, pour continuer d'être le cauchemar du gouvernement.

Robert Pelletier

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 144 (12/04/12).*

Arcelor Florange, briser l'isolement

La place de la mairie de Florange est rouge de drapeaux CGT, CFDT, FO, ce jeudi 22 mars. Venus de Dunkerque, de Fos, de Saint-Chély d'Apcher, du Luxembourg, de Belgique et surtout de tout l'est de la France, près de 2 000 manifestantEs se sont regroupéEs à partir de 11 heures autour des buvettes syndicales. Plusieurs maires et éluEs de la région, délégations du Front de Gauche et du NPA se mêlent aux salariés de la sidérurgie et de quelques entreprises de la région : hôpitaux, SNCF, PSA. Dans ce rassemblement de militantEs, les discussions vont bon train sur les perspectives, l'unité dans les luttes et dans les urnes... Après les prises de paroles des différents syndicats de tous les sites présents, la manifestation se dirige vers les « Grands bureaux », siège de site de Florange.

Le cortège est à la fois coloré et militant mais peu de slogans, peu de mots d'ordre. On ressent des hésitations et un certain abandon par les structures syndicales nationales. À proximité des bureaux, ces interrogations se concrétisent par l'effacement de la CFDT. La CGT marque sa combativité en pénétrant dans la cour, mais les manifestantEs sont immédiatement arrêtéEs par plusieurs cordons de garde-mobiles. L'idée d'une marche vers Paris contre les licenciements et les fermetures de sites est avancée.

Demeurer le cauchemar du gouvernement jusqu'aux élections demandera encore de l'imagination et des perspectives. Il faut rompre l'isolement, prendre contact avec les salariéEs et structures syndicales en lutte. Pour ne rien lâcher, il faudra être touTEs ensemble.

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 142 (29/03/12).*

Sarkozy refuse de rencontrer les sidérurgistes et envoie ses flics

vendredi 16 mars 2012

150 sidérurgistes d'Arcelor-Mittal avaient annoncé depuis mardi dernier qu'il voulait rencontrer Sarkozy pour lui expliquer les enjeux et faire de propositions sur la remise en route de l'aciérie de Florange. Faisant comme s'il l'ignorait, Sarkozy quittait devant les cameras son QG de la rue de la Convention pendant que les salaríEs d'Arcelor étaient à deux pas du périphérique.

Arrivés à l'entrée de la rue de la Convention, les sidérurgistes étaient bloqués par 500 CRS. Malgré l'autorisation accordée par la Préfecture de passer devant le QG, les flics empêchaient les salariéEs de s'engager dans la rue et finissaient par gazer les premiers rangs en distribuant quelques coups de matraques.

Déception, colère, sentiment de trahison se mélangent dans la tête des sidérurgistes. La décision est prise de refuser l'invitation de Sarkozy pour une rencontre lundi prochain. Un peu d'eau ou des gouttes fournies par les pharmacies du quartier calment les yeux mais pas la colère.

Malgré cela, les sidérurgistes s'installent pour un pique-nique sous le nez des CRS et pour la plus grande joie des journalistes.

Une fois engloutis sandwiches, fromages et fruits les salariéEs se dirigent vers la Tour Eiffel, second objectif de la journée. Objectif significatif car l'acier symbole du monument le plus visité de France a été fabriqué à Florange. Le rassemblement sous la Tour Eiffel devait se terminer par la mise en d'une grande banderole : OUI A L'ACIER LORRAIN. Mais nouvelle entourloupe des flics qui interdisent l'accès aux piliers de la tour. Autant dire que la colère est montée d'un cran. Finalement les sidérurgistes étalent la banderole au-dessous de la tour Eiffel et entonnent une Marseillaise de combat. L'étape suivante est une visite au siège social d'Arcelor-Mittal à Saint-Denis. Mais les flics font traîner les cars qui arrivent trop tard pour les plages horaires des chauffeurs.

Pendant ce temps, à la télé, Sarkozy dénonce les syndicalistes qui font de la politique et ne défendent pas les salariéEs et insulte un journaliste trop curieux.

Mais les gars et les femmes d'Arcelor l'ont hurlé : ils reviendront.

ArcelorMittal : en faire le cauchemar de Sarkozy

Les salariéEs d'ArcelorMittal à Floranges, ont décidé de s'inviter dans la campagne présidentielle, obligeant ainsi les candidatEs à s'engager.

Florange, site sidérurgique que le groupe ArcelorMittal veut liquider, est le nouveau terrain de déversement des promesses électorales. Sarkozy promet de « tout faire pour que Florange rouvre » comme il s'y était engagé pour Grandrange où la moitié des emplois ont été supprimés dans les mois qui ont suivi. Hollande propose une loi qui imposerait à d'autres patrons de reprendre le site et qui pourront ainsi, à leur tour, le fermer ou supprimer les emplois.

ArcelorMittal est un groupe qui fait beaucoup de bénéfices, 1, 7 milliard d'euros en 2011, mais dont la stratégie mondiale se moque pas mal des 2 500 salariés au chômage partiel depuis l'arrêt, « provisoire » selon la direction, des hauts-fourneaux. La prolongation de cet arrêt a été annoncée lors du dernier comité central d'entreprise (CCE) de jeudi dernier. Mais pour les salariés de Florange, c'est bien la fermeture définitive du site qui est programmée. C'est pourquoi, depuis le lundi 20 février, ils ont mis, à leur tour, la direction du site en « chômage technique » en occupant les « grands bureaux » où elle sévit d'habitude. C'est d'ailleurs là que Philippe Poutou rencontrait lundi dernier une centaine de salariés.

Pour les salariés, l'enjeu dépasse largement le site lui-même. C'est toute l'activité sidérurgique qui est menacée mais aussi une région entière, lourdement frappée par le chômage, qui serait frappée de mort sociale. Philippe, après s'être félicité de voir que les salariés « ne se résignent pas », les a rejoints en déclarant que l'urgence sociale nécessite l'interdiction des licenciements et des délocalisations, et la constitution d'une branche de la Sécurité sociale financée par le patronat pour permettre le maintien de l'emploi et du salaire.

Les salariés, forts de leur savoir-faire, défendent l'idée qu'ils et elles sont les vrais détenteurs de l'outil de travail. Pour ne pas laisser de répit à la direction, ils ont bloqué toutes les entrées du site. La direction joue l'usure en achetant des produits venus d'autres entreprises ou en utilisant ceux qui sont produits à Dunkerque. À la coopération patronale, il faut opposer la solidarité des travailleurs

et l'extension de la lutte. Édouard Martin, un des animateurs de la lutte militant à la CFDT, a promis qu'ils « *feraient de Florange le cauchemar du gouvernement jusqu'à la présidentielle* ». Un programme électoral qui nous va bien.

Robert Pelletier

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 138 (01/03/12).*
